

TABLEAU DE BORD : CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DU BASSIN DE BREST

AU SECOND SEMESTRE 2023

#22 | Janvier 2024

OBSERVATOIRE | NOTE DE CONJONCTURE

Dans le bassin de Brest, le contexte économique de la seconde partie de l'année 2023 est venu peser sur l'activité des entreprises, de la même manière qu'au niveau régional. Face à l'inflation toujours forte, les premiers effets de la politique monétaire européenne se sont concrétisés, à la fois sur la consommation et les investissements. À cela s'est ajouté le contexte géopolitique international toujours mouvant dans lequel les entreprises ont évolué. Les conséquences se sont fait sentir sur l'emploi, en repli pour la première fois depuis plusieurs mois. Les perspectives des chef-fes d'entreprises s'en trouvent, si ce n'est pessimistes, au moins prudentes, pour les six premiers mois de l'année 2024.

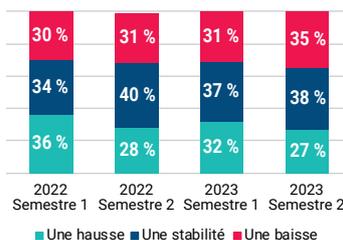


Parmi les 2 238 chef-fes d'entreprises ayant répondu à l'enquête régionale, elles ou ils sont 285 à diriger au moins un établissement localisé dans le bassin de Brest. Les données ont été redressées pour garantir la représentativité des secteurs d'activités et des tailles d'entreprises.

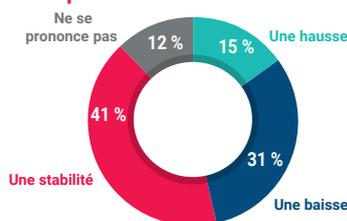
Le second semestre 2023, dans un contexte économique perturbé, fait évoluer les chef-fes d'entreprises dans la prudence

Un niveau d'activité mis à mal par le recul de la demande

Évolution du chiffre d'affaires



Perspective de chiffre d'affaires des 6 premiers mois de 2024

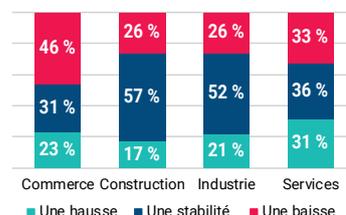


Dans le bassin de Brest, 35 % des chef-fes d'entreprises indiquent un recul du chiffre d'affaires au second semestre 2023, quand 27 % d'entrepreneurs font état d'une hausse. Ce recul de l'activité des entreprises est porté par plusieurs facteurs concomitants : une inflation toujours forte (4,9 % en moyenne annuelle), ainsi qu'une politique monétaire visant à contrecarrer la croissance des prix. L'activité des entreprises s'en est trouvée pénalisée, l'épargne étant favorisée au détriment de la consommation ou de l'investissement. La tendance locale est légèrement plus favorable qu'au niveau régional, où les chef-fes d'entreprises sont plus nombreux

à constater un recul de l'activité (38,9%), et moins nombreux à souligner une hausse du chiffre d'affaires (25,7 %).

Dans une approche sectorielle, le commerce apparaît être le plus concerné par cette baisse du niveau d'activité, avec 46 % des sondés qui font état d'un recul du chiffre d'affaires, suivi du secteur des services (33 %), quand la construction et l'industrie résistent le mieux (26 %).

Évolution du chiffre d'affaires par secteur d'activité au 2^d semestre 2023



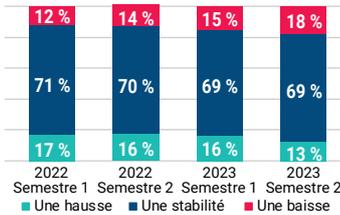
L'emploi affecté par le recul d'activité

Au second semestre 2023, les chef-fes d'entreprise sont plus nombreux (18 %) à déclarer un recul de l'emploi salarié, comparativement aux six premiers mois de l'année. Pour autant, ils sont près de 70 % à tabler, au second semestre 2023, sur la stabilité de leurs effectifs, un niveau sensiblement similaire aux semestres précédents. Cette réduction des effectifs salariés est l'une des premières traductions de la baisse de l'activité constatée dans les entreprises, qui limitent les recrutements et ne renouvellent pas les emplois à durée déterminée notamment.

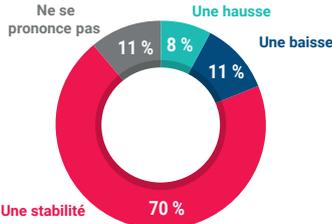
Les perspectives sur la seconde partie de l'année sont largement orientées sur une stabilité des effectifs pour au moins 70 % des répondants, quand seulement 8 % envisagent une hausse de l'emploi.



Évolution des effectifs



Perspective des effectifs des 6 premiers mois de 2024

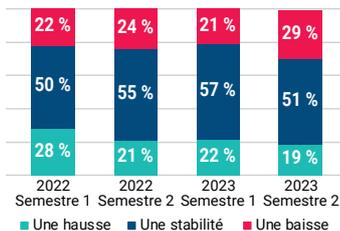


Investissements : la prudence est de mise

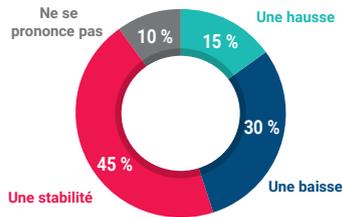
Les taux d'intérêts élevés, la hausse massive des prix ainsi que le climat des affaires peu porteur freinent la capacité et la volonté d'investissement des chefs d'entreprises. En effet, ils ne sont plus que 51 % des répondants à constater une stabilité des investissements au second semestre 2023, quand ils étaient 57 % au semestre précédent, et ils sont désormais 29 % à évoquer un recul des investissements contre 21 % six mois plus tôt.

Les perspectives pour les mois à venir traduisent la prudence, une grande majorité d'entre eux privilégiant la stabilisation ou le recul des investissements.

Évolution des effectifs



Perspective des effectifs des 6 premiers mois de 2024

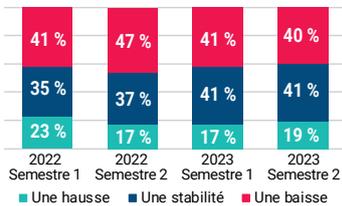


Une rentabilité en trompe l'œil

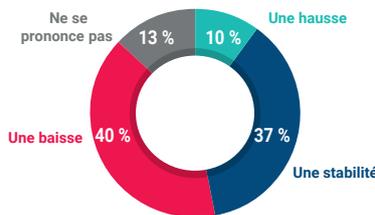
Malgré des vents contraires sur le climat des affaires, la part des entreprises déclarant une hausse de la rentabilité lors des six derniers mois de 2023 est plus importante comparativement à la première partie de l'année. Cette amélioration est à chercher du côté de facteurs des ajustements de facturation pour intégrer la hausse des coûts de l'énergie et des matériaux, par une amélioration de la productivité ou une adaptation de la masse salariale.

Pour autant, les prévisions ne sont pas optimistes et les répercussions de facteurs économiques exogènes à l'activité risquent de peser sur la rentabilité. 40 % des sondés envisagent une stabilité de la rentabilité, et pas moins de 37 % prévoient une baisse pour le début d'année 2024, soit 11 points de plus que six mois plus tôt.

Évolution des effectifs



Perspective des effectifs des 6 premiers mois de 2024

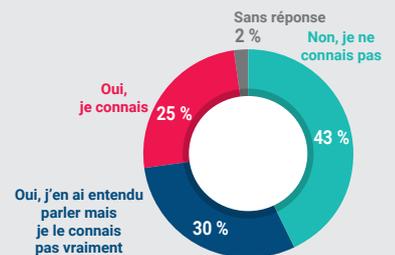


Question d'actualité UNE CONNAISSANCE DU ZAN LIMITÉE BIEN QU'IMPACTANTE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Dans un contexte de sobriété foncière et au cœur de l'actualité économique, le principe du « zéro artificialisation nette » des sols apparaît être un sujet mal connu de la part des enquêtés. En effet, plus de 40 % ne connaissent pas ce dispositif, et 30 % le maîtrisent mal. Seulement 25 % indiquent avoir connaissance du sujet.

Inscrit au cœur de la loi climat et résilience de 2021, ce dispositif vise à lutter contre le dérèglement climatique, en luttant contre l'artificialisation des sols. En ce sens, l'accent est mis sur la limitation ou la compensation de la consommation foncière, impactant notamment les stratégies d'aménagement économique et donc d'accueil des entreprises.

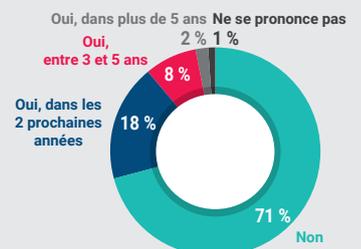
Connaissez-vous le ZAN ?



Si le ZAN semble bousculer les habitudes et les pratiques en matière d'aménagement, les répondants locaux déclarent massivement ne pas avoir actuellement de projets qui nécessitent des recherches en matière de foncier, d'immobilier ou de locaux (71 %). Pour autant, une proportion non négligeable d'acteurs indique avoir des besoins à l'horizon de deux ans (18 %), dans les trois à cinq prochaines années (8 %), ou dans plus de cinq ans (2 %).

Pour ces profils, l'application de la législation viendra impacter de manière non négligeable leurs projets, et des discussions avec les partenaires institutionnels seront nécessaires, alors même que c'est très peu le cas actuellement. En effet, seulement 7 % des porteurs de projets se sont manifestés auprès de leur commune ou de leur intercommunalité, et 1 % auprès de leur chambre de commerce et d'industrie référente.

Votre entreprise a-t-elle des projets qui nécessitent des recherches en matière de foncier, d'immobilier ou de locaux ?



ADEUPa Brest-Bretagne

18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest - Tél : 02 98 33 51 71 - www.adeupa-brest.fr

Direction de la publication : François Rivoal
Réalisation : François Le Pellec
Maquette et mise en page : Jeanne Lefer
Contact : contact@adeupa-brest.fr
Illustrations : [katemangostar](https://www.katemangostar.com), [rawpixel.com](https://www.rawpixel.com)/Freepik

CCIMBO Brest

1 Place du 19^e RI - 29200 Brest - Tél : 02 98 00 38 00 - www.bretagne-ouest.cci.bzh

Direction de la publication : Thierry Guézennec
Réalisation : Éric Stéphan
Contact : eric.stephan@bretagne-ouest.cci.bzh